

À DROITE, LES DÉFIS DE LA RECONSTRUCTION

Chloé Morin





Les études publiées depuis son accession à la tête des Républicains ne font pas état d'une embellie de la cote de popularité de Laurent Wauquiez. De ce point de vue, il semble qu'une partie de son camp soit encore réticente à se rassembler derrière lui. Pour l'Observatoire de l'opinion qu'elle anime, Chloé Morin analyse les défis que devront relever la droite et Laurent Wauquiez pour espérer jouer un rôle dans le nouveau paysage politique français.

Le plus dur reste à faire pour le chef des Républicains. À ce titre, l'ensemble des études publiées dans cette note, qui ont été réalisées avant l'élection de Laurent Wauquiez, font état de tendances lourdes qui permettent de dessiner les enjeux de long terme pour une droite en reconstruction. Elles montrent, sur fond de « droitisation » du paysage politique, la concurrence acharnée que se livrent La République en marche, Les Républicains et le Front national pour obtenir l'hégémonie sur ce qui était jusqu'ici l'espace politique de la droite de gouvernement.

LA CONCURRENCE DE LREM ET DU FN

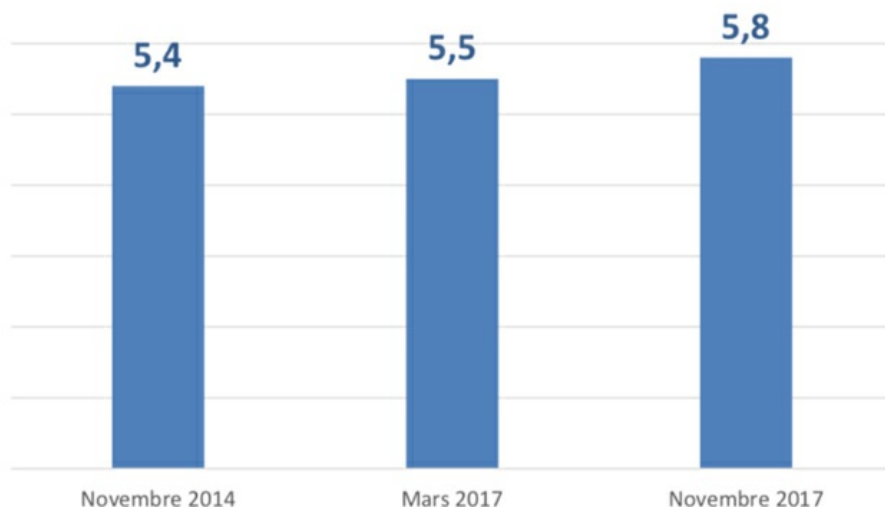
Les probabilités de vote permettent de mesurer, pour un parti ou une personnalité donnée, la probabilité de voter pour lui sur une échelle de 0 à 10, où 0 est la certitude de ne jamais voter pour lui/elle et 10 la certitude de voter pour lui/elle. À la différence d'une intention de vote classique, où l'on ne peut choisir qu'un candidat parmi tous ceux proposés, cet instrument permet donc d'estimer les sphères d'influence des différents partis, les électeurs « captifs » ou exclusifs, et les électorats qu'ils se disputent^[1].

Celles mesurées par Sofres-Kantar Public en octobre 2017 dans son baromètre des dynamiques électorales pour le Cevipof font état d'une droite concurrencée sur son espace politique naturel, étant désormais clairement séparée en courants distincts qui ne permettent pas l'émergence d'une famille clairement majoritaire. Ainsi LR se trouve-t-il concurrencé sur sa droite par Debout la France et le FN, et sur sa gauche par LREM. Cette concurrence est relativement nouvelle pour ceux qui sont habitués depuis le milieu des années 1980 à l'hégémonie de la famille RPR dont LR est la continuité historique. Or, du point de vue de l'opinion, il faut noter que l'intrusion de LREM comme force désormais installée à droite dans l'opinion française fragilise un parti qui a perdu certains de ses principaux visages et dont d'autres ont choisi d'émerger au sein de LREM. Entre avril 2017 et octobre 2017, le positionnement perçu de La République en marche s'est nettement déporté sur la droite, et le FN s'est légèrement recentré. L'assèchement de la base électorale de LR est ainsi clairement facteur de réduction de son espace politique.

<i>Positionnement moyen</i>		Vague 8 (sept. 2016)	Vague 9 (déc. 2016)	Vague 10 (avr. 2017)	Vague 11 (oct. 2017)	Evol. oct./avr. 2017
 La France insoumise	La France Insoumise	1,9	1,9	1,7	2,1	+0,4
 Le Parti socialiste	Le Parti socialiste	3,9	3,8	1,9	3,4	+1,5
 La République En Marche !	La République En Marche	-	-	5,1	6,1	+1
 Les Républicains	Les Républicains	7,6	7,6	7,7	7,5	-0,2
 Le Front national	Le Front national	8,7	8,7	8,9	8,7	-0,2

L'examen des données recueillies par l'Ifop permet de montrer que le problème des Républicains n'est pas tant que les Français se seraient déportés vers le centre (au contraire, la note moyenne de positionnement des Français, à 5,8, témoigne d'un mouvement global du centre de gravité de l'opinion vers la droite par rapport à novembre 2014 – 5,4 à l'époque), mais que l'espace de la droite, dans lequel se reconnaissent plus d'un tiers des Français, est désormais occupé par plusieurs forces politiques, et que l'image de LR ne lui donne pas d'avantage stratégique suffisant pour dominer nettement cette compétition.

Question : On classe habituellement les Français sur une échelle qui va de la gauche à la droite, où 0 est la position la plus à gauche et 10 la position la plus à droite. Vous personnellement, où diriez-vous que vous vous situez sur cette échelle ?

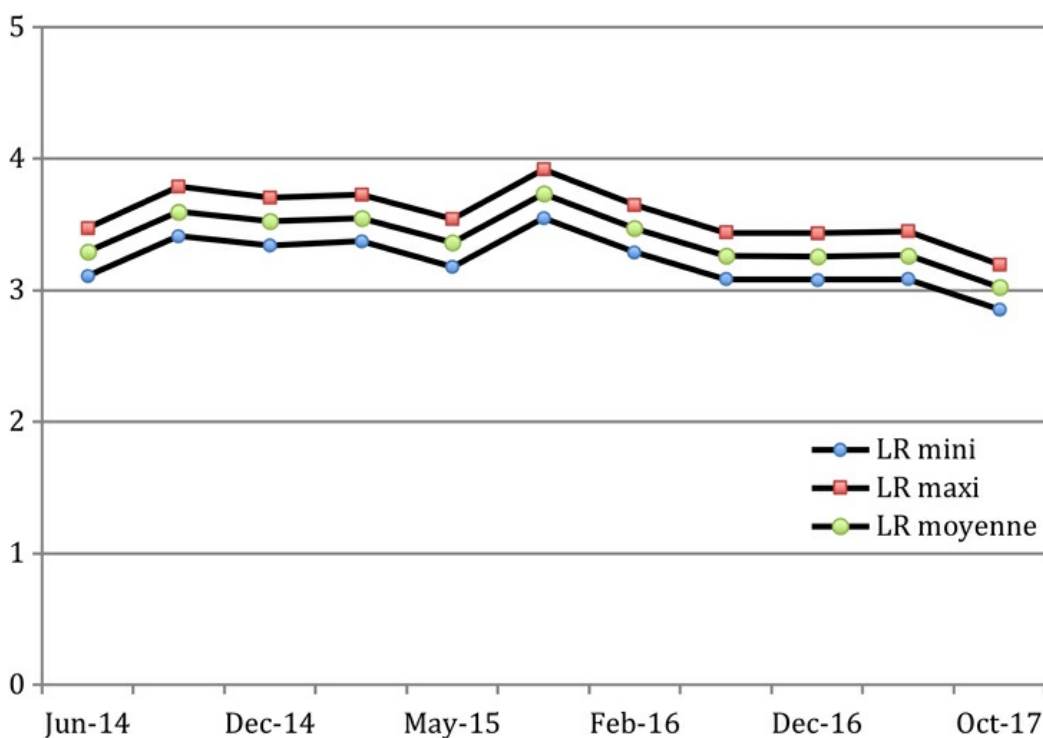


Question : Et toujours sur une échelle qui va de la gauche à la droite, où 0 est la position la plus à gauche et 10 la position la plus à droite, vous personnellement, où situeriez-vous Emmanuel Macron ?

	Ensemble des Français Novembre 2017 (%)	Vote au 1 ^{er} tour de l'élection présidentielle 2017				
		J.-L. Mélenchon	B. Hamon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen
TOTAL Gauche (0 à 3)	12	9	4	3	9	29
TOTAL Centre (4 à 6).....	39	25	34	<u>52</u>	<u>55</u>	26
TOTAL Droite (7 à 10)	39	<u>57</u>	<u>59</u>	43	30	<u>33</u>
- Ne se prononcent pas	10	9	3	2	6	12
TOTAL	100	100	100	100	100	100

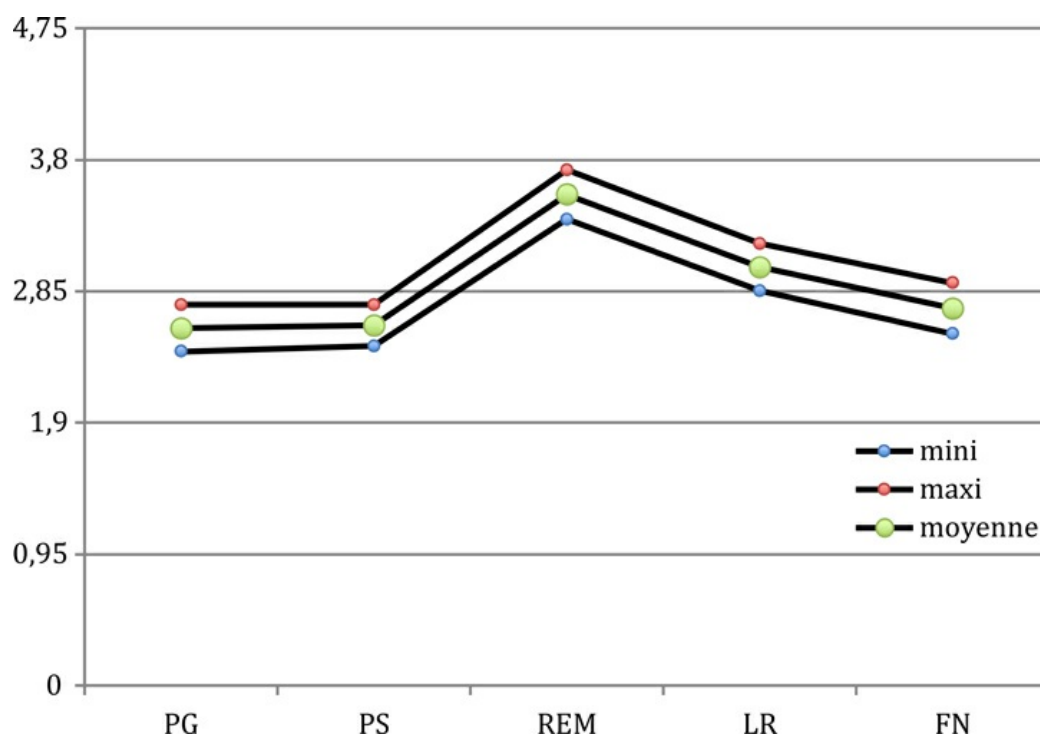
Ainsi, le positionnement perçu d'Emmanuel Macron dans les données Ifop – tout comme celui de LREM tel que mesuré par Sofres-Kantar Public – était à 6 sur une échelle de 0 à 10 en fin 2017, alors qu'il était à 5,2 en mars 2017. Seule une infime minorité des électeurs de François Fillon (9%) positionne le président à gauche, contre 55% qui le placent plutôt au centre, et même 30% à droite. L'étiquette « Emmanuel Hollande » que le candidat LR et ses équipes tentaient de lui accoler dans la campagne n'a donc pas résisté à l'épreuve des premiers actes gouvernementaux. Il sera intéressant de mesurer si, dans les prochains mois, la dureté des attaques exprimées par Laurent Wauquiez et ses lieutenants vis-à-vis du président influenceront la perception que les électeurs de droite ont d'Emmanuel Macron.

Les résultats de l'étude Sofres-Kantar Public montrent également que la probabilité moyenne de voter pour Les Républicains a diminué significativement depuis l'élection présidentielle – elle se trouve même à son niveau le plus bas depuis la création de l'indicateur par le Cevipof en juin 2014. L'élection présidentielle poussant à la recomposition, le parti LR se trouve comme les autres fragilisé aux yeux des sondés puisque, à l'exception de La France insoumise, tous les partis ont enregistré une baisse de leur probabilité moyenne de vote depuis l'élection présidentielle.



Pour autant, il serait imprudent de penser les jeux faits et l'avenir de LR scellé. En effet, corollaire de la concurrence que se livrent LREM, LR, Debout la France et le FN à droite, LR bénéficie toujours d'un potentiel de vote assez conséquent plus de six mois après l'élection présidentielle – la probabilité moyenne de vote LR s'élève ainsi à 3,4, contre 3,9 pour LREM, 3 pour le FN, 2,9 pour La

France insoumise ou le Parti socialiste. L'avenir est donc largement dépendant de la capacité de LREM à garder les électeurs de droite dans son giron, et de la capacité de LR à résister aux assauts du FN sur son électorat.



Reste que le parti Les Républicains n'est pas seulement concurrencé par ses voisins de droite et de gauche, il a aussi perdu en lisibilité idéologique et en crédibilité, si bien que sur un grand nombre de sujets – y compris sur les points forts habituels de la droite de gouvernement – le nombre de personnes considérant LR comme le parti le plus apte à mettre en œuvre les orientations politiques souhaitées a nettement décru depuis un an.

Ainsi, lorsqu'on demande aux Français quel parti est le plus apte à mettre en œuvre les orientations souhaitées – dans le sens souhaité par la personne interrogée – sur le déficit budgétaire de l'État, 9% répondent LR, soit dix points de moins qu'il y a un an, et 13 points de moins que le score enregistré par LREM. Pour agir sur la sévérité des peines pour les délinquants, 11% jugent que LR est le mieux placé, soit 8 points de moins qu'il y a un an, 17 points de moins que le FN, et 3 points de moins que LREM. Pour agir sur le nombre d'étrangers autorisés à résider en France, 8% font le plus confiance à LR, contre 33% au FN et 13% à LREM.

	LR octobre 2017	LREM octobre 2017	FN octobre 2017	Évolution LR par rapport à décembre 2016
Agir sur la sévérité des peines pour les délinquants	11%	14%	28%	-8 points
Agir sur le nombre d'étrangers autorisés à résider en France	8%	13%	33%	-3 points
Agir sur le déficit budgétaire de l'État	9%	22%	8%	-10 points
Agir sur le nombre de fonctionnaires	13%	17%	8%	-11 points

Une partie du rebond de LR dépendra donc de sa capacité à retrouver une utilité et une singularité aux yeux des sympathisants de droite, c'est-à-dire trouver un (ou plusieurs) cheval de bataille qui lui confère un avantage comparatif décisif par rapport aux autres offres politiques.

Nous le savons néanmoins d'expérience, les lendemains de défaite électorale – et celle de mai 2017 était d'une ampleur spectaculaire – sont peu propices à une remontée brutale de la confiance dans les sondages. Tout simplement parce qu'il est nécessaire alors de prendre du temps pour reconstruire l'appareil politique battu et, éventuellement, faire émerger de nouvelles figures incarnant l'avenir.

L'IMAGE ET LE POSITIONNEMENT DU PARTI LES RÉPUBLICAINS

Une étude réalisée par l'Ifop^[2] permet d'approfondir les éléments d'analyse mentionnés ci-dessus : alors que l'on pourrait s'attendre à un effondrement de l'adhésion à l'idée que LR serait proche des préoccupations des Français, nous pouvons noter que 78% des sympathisants LR continuent de penser leur parti proche de leurs préoccupations. Certes, il ne s'agit pas d'un résultat spectaculaire au regard des 90% qui exprimaient cette idée en août 2012, mais nous sommes dans la moyenne, bien au-dessus des 58% de 2015 après l'affaire Bygmalion. Autrement dit, le socle de confiance dans la proximité n'est pas réellement érodé chez les sympathisants, ce qui permet d'envisager un rebond.

Celui-ci est d'ailleurs envisagé puisque les mêmes sympathisants estiment à 75% que LR a des chances de revenir au pouvoir en 2022. Les données recueillies par l'Ifop en décembre 2017 pour Atlantico, consistant à demander aux interviewés de se positionner ou de positionner des personnalités politiques sur une échelle de 0 à 10 – où 0 est la position la plus à gauche et 10 la position la plus à droite –, semblent venir à l'appui de cette espérance. En effet – à la différence de la gauche – la proportion de Français qui se positionnent « à droite » sur une échelle de 0 à 10 (c'est-à-dire entre 7 et 10) n'a absolument pas évolué depuis mars 2017. Elle stagne à 36%, soit à peine moins que les Français se positionnant « au centre » (38% de 4 à 6), et largement plus que ceux qui se positionnent à gauche (15%, en chute de 8 points en moins d'un an).

L'autre grand problème de LR réside dans l'image des leaders du parti. Ici, la dureté est de mise. Il n'y a en effet plus que 58% des sympathisants qui estiment que leur parti « a des dirigeants de qualité » (ils étaient 84 % à le penser au moment de la fondation de LR). C'est donc bien sur ce dernier aspect d'incarnation de la compétence et du désintéressement que se situe l'enjeu immédiat pour Laurent Wauquiez. Or, de ce point de vue, un autre chiffre peut orienter son comportement à venir : celui qui traduit que seulement 46% des sympathisants estiment que LR s'oppose suffisamment au gouvernement.

De ces chiffres, plusieurs éléments doivent être retenus. D'une part que la base partisane de LR croit en l'avenir du parti, ce qui pourrait invalider les tentations de départ pour des tactiques et destinées jugées personnelles ; le combat doit se dérouler en interne. D'autre part, que les élus LR doivent désormais choisir une doctrine d'opposition claire, ce qui implique de définir et d'affirmer le corpus dans lequel s'inscrit le discours. Et ce d'autant plus que 68% des Français estiment que LR ne s'oppose pas assez au gouvernement. Le besoin de débat paraît ici flagrant, celui-ci semblant passer par des oppositions marquées – mais non caricaturales.

Malgré cela, les Français portent à ce stade un regard très sévère sur LR, estimant à 73% que LR n'est pas proche des préoccupations des Français, à 70% qu'il n'a pas de projet pour la France et à 68% qu'il ne pourra pas revenir au pouvoir en 2022. Et – malgré l'attentisme bienveillant qui semble être leur état d'esprit actuel et le désir d'oppositions « constructives » – seulement 32% des Français, et 46% des sympathisants LR, jugent que LR « s'oppose suffisamment au gouvernement ».

Si l'interprétation de ce dernier item s'avère délicat, on peut émettre l'hypothèse que le besoin d'expression de l'opposition est un marqueur fort pour entraîner l'adhésion. Si vous ne vous opposez pas assez, c'est que vous n'avez en réalité pas de projet alternatif pour la France, semblent dire les Français. Il s'agit là d'une réussite incontestable de LREM que d'avoir su étouffer – ou rendu apparemment inutiles – les expressions d'opposition dans les autres partis politiques à l'exception de La France insoumise. Et cela est d'autant plus marquant que l'absence d'opposition suffisante est à peu près également exprimée par l'ensemble des classes d'âge, indifféremment des sexes (seules les CSP+ adhèrent nettement moins à cette assertion, marquant par là un penchant clair pour LREM, visible dans chaque enquête).

CE QUE PENSENT LES SYMPATHISANTS DE DROITE DES RÉFORMES RÉCENTES OU À VENIR

Au-delà de la réparation de son image et de la reconstruction de son logiciel politique, qui prendront du temps, une des questions qui se posent aux leaders de LR dans les semaines qui viennent est de

choisir les angles d'attaque contre le gouvernement. Or, là, l'examen de l'approbation des mesures envisagées par le gouvernement semble indiquer que l'exercice s'annonce pour le moins complexe.

Peu nombreuses sont en effet les mesures envisagées par le gouvernement dans lesquelles les sympathisants LR ne sont pas aussi, voire plus nombreux, que l'ensemble des Français à soutenir le gouvernement. Si l'approbation de la procréation médicalement assistée (PMA) aux femmes célibataires reste un *casus belli* – seulement 37% des sympathisants LR l'approuvent contre 57% des Français – et si l'approbation de la gestation pour autrui (GPA) font l'objet d'un même rejet, pour le reste la majorité des mesures du gouvernement sont globalement plus soutenues à droite que dans l'ensemble de la population à l'exception de l'obligation de la France d'accueillir des réfugiés.

La politique économique, elle, est largement plébiscitée par les sympathisants LR, par exemple s'agissant de la radiation des chômeurs refusant deux emplois, et donc le renforcement du contrôle des chômeurs. Mais là encore, cette population est plus frileuse lorsqu'il s'agit d'ouvrir le droit à l'assurance chômage des salariés démissionnaires, marquant par là la suspicion à l'égard des salariés qui souhaiteraient bénéficier du chômage. La boucle du durcissement du contrôle des chômeurs est ainsi refermée pour cet électorat qui ne peut que souscrire aux dispositions du gouvernement.

La construction d'un discours d'opposition plus offensif sera donc difficile à opérer pour les leaders de la droite. De ce point de vue, les différents sondages et leurs évolutions tendent à montrer que le gouvernement est pour l'instant clairement orienté à droite pour l'électorat, ce qui n'empêche pas l'atonie à gauche, tant chez les leaders que dans un électorat manifestement encore très interrogatif.

	Moyenne des Français	Sympathisants LR	Électorat F. Fillon
Approbation de l'ouverture de la PMA aux couples de femmes homosexuelles	60%	39%	38%
Approbation de l'ouverture de la PMA aux femmes célibataires	57%	37%	35%
Approbation de l'autorisation du recours à une mère porteuse (GPA)	64%	42%	41%
Approbation de la légalisation du suicide assisté et/ou de l'euthanasie	89%	84%	80%
Approbation de l'interdiction des téléphones portables dans les salles de classe en primaire et au collège	94%	93%	94%
Approbation de la possibilité de recourir davantage au redoublement	83%	87%	90%
Approbation de l'interdiction du port du voile pour un parent d'élève encadrant une sortie scolaire	77%	91%	89%
Approbation de l'engagement du début des travaux de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes	54%	62%	60%
Approbation du recours aux forces de l'ordre pour permettre le début des travaux de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes	58%	72%	76%
Approbation d'une réforme « en profondeur » du baccalauréat	40%	38%	44%
Approbation du renforcement de la part de contrôle continu au bac	75%	67%	70%
Approbation de la réduction à 4 du nombre d'épreuves de l'examen du bac	54%	44%	49%
Approbation de la suppression des filières L, ES, et S, pour mettre en place un programme à la carte	51%	35%	42%
Approbation de l'ouverture de l'assurance chômage aux salariés démissionnaires sous conditions	74%	64%	69%
Approbation de l'ouverture de l'assurance chômage aux travailleurs indépendants	87%	87%	89%

Approbation de la radiation de l'assurance chômage des demandeurs d'emploi refusant deux propositions d'emploi « raisonnables »	Moyenne des 63% Français	Sympathisants LR 89%	Électorat F. 82% Fillon
Confiance en Emmanuel Macron pour réformer l'orientation des étudiants et l'accès à l'enseignement supérieur	50%	64%	71%
Approbation de la mise en place de prérequis spécifiques à chaque licence	78%	89%	86%
Approbation du conditionnement de l'accès à une filière non sélective à un stage de remise à niveau si l'université le juge nécessaire	80%	90%	88%
« Les personnes issues de l'immigration sont aujourd'hui bien intégrées à la société française » (% « oui »)	29%	20%	18%
« C'est le devoir de la France d'accueillir les migrants qui fuient la guerre et la misère » (% « oui »)	38%	26%	30%
« Notre pays compte déjà beaucoup d'étrangers ou de personnes d'origine étrangère et accueillir des immigrés supplémentaires n'est pas possible » (% « oui »)	55%	73%	66%

ANNEXE

- Baromètre Kantar Public-Cevipof des priorités politiques et des dynamiques électorales, 2014-2017, vague 11, octobre 2017.

Les Républicains (anciennement UMP)												
0 - Pas du tout probable	31	30	30	26	32	28	27	28	30	35	31	-4
1	7	6	6	7	5	6	5	6	7	6	7	+1
2	6	4	6	5	5	6	5	6	5	5	6	+1
3	5	5	5	5	3	4	4	5	5	4	5	+1
4	3	4	4	5	5	4	5	4	4	5	5	=
5	10	9	9	11	8	10	11	9	10	9	9	=
6	4	4	4	6	5	5	5	5	5	4	4	=
7	5	5	7	6	6	7	5	6	5	5	6	+1
8	6	6	7	6	7	7	8	7	6	5	7	+2
9	5	7	5	5	6	5	5	5	5	4	4	=
10 - Très probable	8	9	8	7	8	9	7	7	7	10	5	-5
Probabilité moyenne	3,64	3,9	3,82	3,9	3,8	4	3,8	3,7	3,6	3,4	-0,2	
Sans opinion	10	11	11	11	10	9	13	12	11	8	11	+3
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	

- Sondage Ifop pour *La Croix* et le Forum européen de bioéthique, « [Les Français et les questions liées à la bioéthique](#) », 8-11 décembre 2017.
- Sondage Ifop-Fiducial pour Cnews et Sud Radio, « [Les Français et les propositions de Jean-Michel Blanquer pour l'école](#) », 12-13 décembre 2017.
- Sondage Ifop pour le Syndicat mixte aéroportuaire du Grand Ouest, « [Les Français et l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes](#) », 20-22 novembre 2017.
- Sondage Ifop pour Atlantico, « [Le positionnement des Français et d'Emmanuel Macron sur un axe gauche-droite](#) », 20-22 novembre 2017.
- Sondage Elabe pour Radio Classique et l'Institut Montaigne, « [Les Français et la réforme du baccalauréat](#) », 1^{er} décembre 2017.
- Sondage Elabe pour l'Institut Montaigne et Radio classique, « [Les Français et la réforme de l'assurance chômage](#) », 2 novembre 2017.
- Sondage Elabe pour BFMTV, « [Les Français et la réforme de l'enseignement supérieur](#) », 31 octobre 2017.
- Sondage Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, « [Les Européens et l'immigration : perception des flux et représentations en France](#) », octobre 2017.

[1] La question est ainsi formulée : "Quelles sont les chances que vous votiez pour les personnalités suivantes si elles sont candidates à l'élection présidentielle de 2012 ? 0 signifie qu'il n'y a aucune chance que vous votiez pour lui-elle, 10 de très fortes chances que vous votiez pour lui-elle, entre les deux, vous pouvez nuancer votre réponse".

[2] Ifop pour Cnews et Sud Radio, 5-6 décembre 2017.